

Documentation
sur les
Territoires
du Nord-Ouest

Territoires du Nord-Ouest

Superficie et population

Les régions septentrionales du Canada ont une superficie de 1,511,979 milles carrés. À eux seuls, les Territoires du Nord-Ouest représentent 1,304,903 milles carrés, étendue supérieure à celle du Québec, de l'Ontario, du Manitoba et de la Saskatchewan réunis. En outre, ces Territoires, qui occupent 35 p. 100 de la superficie globale du Canada, comptent moins de 1/5 de 1 p. 100 de la population du pays, avec leurs quelque 34,807 habitants. La densité de la population n'y est que de 3 personnes par 100 milles carrés, en comparaison de 925 personnes par 100 milles carrés pour les provinces canadiennes.

Les Indiens et les Esquimaux, qui forment la majeure partie de la population du Nord, représentent une proportion encore plus considérable dans les Territoires du Nord-Ouest. Ils ne constituent que 1 p. 100 de la population totale du Canada, mais dans les Territoires du Nord-Ouest, les éléments importants sont les Esquimaux (31.6 p. 100) et les Indiens (18.4 p. 100). De plus, près de 1/5 des 50 p. 100 qui restent sont des Métis, dont les conditions de vie sociale et économique sont semblables à celles des Indiens.

Ces données sont illustrées dans les tableaux I, II et III.

Statistiques de population et de superficie- T.N.-O.

**Tableau I :
Données comparatives**

Province ou territoire	Superficie	Pourcentage	Population (1971)	Pourcentage
Territoires du Nord-Ouest	1,304,903	33.9%	34,807	0.17%
Franklin	549,253	14.3%	*	*
Keewatin	228,160	5.9%	*	*
Mackenzie	527,490	13.7%	*	*
Québec	594,860	15.4%	6,027,764	27.6%
Ontario	412,582	10.7%	7,703,106	36.0%
Colombie-Britannique	366,225	9.5%	2,184,621	10.1%
Alberta	255,285	6.6%	1,627,874	7.5%
Saskatchewan	251,700	6.5%	926,242	4.3%
Manitoba	251,000	6.5%	988,247	4.6%
Yukon	207,076	5.4%	18,388	0.08%
Terre-Neuve	156,185	4.1%	522,104	2.4%
Nouveau-Brunswick	28,354	0.7%	634,557	2.9%
Nouvelle-Écosse	21,425	0.6%	788,960	3.5%
Île-du-Prince-Édouard	2,184	0.1%	111,641	0.5%
Canada	3,851,809	100.0%	21,568,311	100.0%

*Aucune donnée.

Les centres peuleux sont limités à quelques agglomérations comme Yellowknife (5,867), Inuvik (2,672), Hay River (2,420), Fort Smith (2,372) et Frobisher Bay (2,000). Il existe, disséminés ici et là, maints autres établissements de peu d'importance, qui sont reliés avec l'extérieur par des services aériens, maritimes ou fluviaux. Seule la région du Grand lac des Esclaves possède un réseau routier.

**Tableau II:
Accroissement de la population
des Territoires du Nord-Ouest,
de 1931 à 1971**

Année de recensement	Territoires du Nord-Ouest
1931	9,316
1941	12,028
1951	16,004
1961	22,998
1966	28,738
1971	34,807

**Tableau III :
Répartition par groupes ethniques de la population
des Territoires du Nord-Ouest (Estimation)**

	1966	1967	1968	1969	1971
Indiens	6,274 (22%)	5,763 (20%)	5,972 (19%)	6,000 (19%)	6,400 (18.4%)
Esquimaux	9,792 (34%)	10,278 (35%)	10,500 (34%)	10,500 (34%)	11,000 (31.6%)
Autres	12,672 (44%)	12,959 (45%)	14,528 (47%)	15,500 (48%)	17,400 (50.0%)
Total	28,738	29,000	31,000	32,000	34,800

Ressources naturelles

Les levés géologiques effectués jusqu'à ce jour révèlent que les régions septentrionales du Canada ont un important potentiel de richesses minières, pétrolières et gazières. Ainsi, les Territoires du Nord-Ouest renferment 710,000 milles carrés de la superficie de roc précambrien de tout le Canada qui s'élève à 1,700,000 milles carrés. La richesse minière du bouclier précambrien des parties septentrionales du Québec, de l'Ontario et du Manitoba est un fait bien établi. L'exploitation minière dans le Nord atteint déjà un niveau de valeur appréciable; dans les Territoires du Nord-Ouest, elle est passée de 17 millions de dollars en 1964 à 98 millions en 1971.

Voici un autre exemple d'une source éventuelle de richesses pour les Territoires du Nord-Ouest. On y a relevé 930,633 milles cubes de sédiments pétrolifères, alors que

la prospérité de l'Alberta provient d'un potentiel de 341,715 milles cubes. La découverte récente d'immenses réserves pétrolières à la baie Prudhoe, en Alaska, nous porte à croire que des réserves pétrolières et gazières d'une égale importance seront bientôt trouvées dans les Territoires, soit dans le delta du Mackenzie, soit dans les îles de l'Arctique. Une importante ruée vers le pétrole est amorcée dans le Nord depuis la découverte de la baie Prudhoe. En 1971, les compagnies ont consacré 167 millions de dollars à la prospection de pétrole et de gaz, dans les Territoires du Nord-Ouest et au Yukon.

Les Territoires du Nord-Ouest possèdent encore d'autres ressources naturelles. On y trouve près de 18 p. 100 des réserves d'eau fraîche de tout le Canada. Ce facteur est de plus en plus reconnu comme une ressource naturelle d'importance primordiale. De plus, les Territoires comptent plusieurs sources d'énergie hydraulique encore inutilisées. Il existe également des forêts rentables dans le district de Mackenzie, ainsi que des pêcheries commerciales importantes, à l'intérieur des terres, et d'autres pêcheries susceptibles d'être mises en valeur.

Tout en soulignant les grandes possibilités des ressources des Territoires du Nord-Ouest, il faut se rappeler que l'économie de base n'est guère diversifiée. L'exploitation de l'agriculture n'y serait pas rentable, en raison des conditions climatiques et de la composition

du sol et il est peu probable que l'industrie manufacturière se développe sur une grande échelle avant un certain temps. Le tourisme, la chasse au gros gibier et la pêche sportive sont en progrès, particulièrement dans l'ouest de l'Arctique.

Dans une grande mesure, l'avenir des Territoires du Nord-Ouest est donc étroitement lié à l'exploitation de ses ressources naturelles: mines, pétrole, forêts, eaux, sol, pêche et chasse. Ce potentiel n'a été qu'effleuré jusqu'ici. Mais du fait que le marché canadien et mondial accroît ses demandes et à mesure que le progrès technique facilite l'ouverture de nouvelles mines et permet le transport de leurs produits sur une base plus économique, le Nord sera inévita-

blement appelé à intensifier l'exploitation de ses ressources naturelles.

Dans les Territoires du Nord-Ouest, ces ressources, exception faite de la chasse, relèvent du gouvernement fédéral. Ce dernier, avec le concours du gouvernement territorial, a établi des lignes de conduite et des programmes visant à attirer les importants capitaux indispensables à la mise en valeur de ces ressources. Pour que les sociétés ne soient pas paralysées par la crainte des risques financiers à assumer et le coût élevé des investissements au nord du 60° parallèle, le gouvernement fédéral a déjà mis en oeuvre, à l'intention des investisseurs, un vaste programme d'encouragement qui inclut entre autres, l'aide à la construction de routes et de pistes d'atterrissage, l'aide à l'exploration minière, l'aide à la prospection individuelle et

l'aide à l'aménagement domiciliaire. Le dépôt de minerai de fer de l'île Baffin est l'un des plus riches du monde. On poursuit activement dans les Territoires l'exploration de gisements prometteurs de cuivre et de métaux communs.

De plus, le gouvernement fédéral s'occupe activement et directement de la mise en valeur du Nord par l'entremise de la Commission d'énergie du Nord Canadien, qui fournit l'énergie électrique aux Territoires, et par l'entremise de la Société des transports du Nord Limitée, principal transporteur du réseau fluvial du Mackenzie, avec son parcours de 4,000 milles. Le gouvernement du Canada a aussi entrepris l'exécution, dans les îles de l'Arctique, d'un programme

d'exploration pétrolière de trois ans, dirigé par la *Panarctic Oils Limited*, consortium formé de grandes sociétés minières et pétrolières du Canada et dans lequel le gouvernement fédéral a des intérêts de l'ordre de 45 p. 100. En 1971, le gouvernement fédéral avait investi 34.2 millions de dollars dans la société *Panarctic*, tandis que la mise de fonds des 20 autres participants à l'entreprise s'élevait à 41.8 millions de dollars. Afin d'appuyer directement son programme de mise en valeur des ressources et d'expansion, le ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien a, en outre, établi dans les Territoires du Nord-Ouest, un réseau routier qu'il s'emploie sans cesse à étendre.

L'exploitation des ressources naturelles des Territoires du Nord-Ouest ne pourra atteindre un niveau satisfaisant que s'il y a augmenta-

tion des investissements tant par le secteur privé que par le secteur public.

De 1965 à 1969, le gouvernement fédéral a dépensé quelque 81 millions de dollars pour favoriser la mise en valeur des ressources des Territoires du Nord-Ouest, tandis que les recettes provenant de l'exploitation de ces ressources n'atteignaient que 18 millions de dollars.

Le gouvernement territorial a une part de responsabilité directe dans l'administration de ces ressources qui ont un effet déterminant sur la vie quotidienne des citoyens du Nord. Outre la chasse, cette gestion embrasse les terres qui entourent les localités, ainsi que les établissements en voie d'être transférés sous l'autorité du Commissaire.

Évolution constitutionnelle des T.N.-O.

Le début de l'histoire de l'administration dans les Territoires du Nord-Ouest est lié à l'histoire des provinces des Prairies. Le Canada a acquis la Terre de Rupert et le Territoire du Nord-Ouest peu après la Confédération. Les premières dispositions relatives à l'administration de la région ont été formulées dans l'Acte de 1869 concernant le gouvernement provisoire. Cette loi s'appliquait non seulement à la majeure partie des secteurs maintenant connus sous les noms de Yukon et de Territoires du Nord-Ouest, mais aussi à une grande étendue qui comprenait les provinces actuelles du Manitoba, de la Saskatchewan et de l'Alberta, de même que le nord de l'Ontario et du Québec.

L'époque de 1869 à 1912 a été marquée par une expansion vers l'Ouest, accompagnée d'une augmentation de la population, ainsi que par la naissance de nouvelles provinces et l'agrandissement des territoires provinciaux. L'expansion démographique et l'essor écono-

mique des divers territoires provinciaux aboutirent peu à peu à la création du Manitoba (1870), de la Saskatchewan (1905) et de l'Alberta (1905). En 1898, le Territoire du Yukon a été créé et, en 1912, la superficie du reste des Territoires du Nord-Ouest fut davantage réduite lorsque le Manitoba, l'Ontario et le Québec étendirent leurs limites septentrionales jusqu'à leurs confins actuels.

Lorsque la Saskatchewan et l'Alberta furent constituées en provinces, l'administration de ce qui restait des Territoires du Nord-Ouest revint à sa forme d'avant 1870, alors que tous les domaines administratifs relevaient d'un commissaire nommé. Le système des représentants élus fut aboli. En vertu d'une loi adoptée en 1905, un conseil de quatre membres nommés fut créé, mais aucune nomination à ce conseil ne fut faite pendant seize ans. Un commissaire fut désigné avec tous les pouvoirs

antérieurement exercés par le lieutenant-gouverneur et par le pouvoir exécutif et l'Assemblée législative des Territoires du Nord-Ouest. En 1921, les membres du conseil créé aux termes de la Loi de 1905 furent finalement nommés, mais le nombre de conseillers fut porté à six. De 1922 à 1930, onze ordonnances au plus furent décréées; il est même arrivé au cours de certaines années que le conseil ne tienne pas de réunions. Jusqu'en 1946, le conseil ne groupait que de hauts fonctionnaires fédéraux.

L'après-guerre amena une ère de prospérité et une augmentation de la population qui, bien que très modérée, fut rapide en comparaison de la période antérieure. On exigea cependant une meilleure représentation au conseil; c'est ainsi que le premier habitant des Territoires fut nommé en 1946. En 1951, le conseil fut augmenté de trois représentants pour le district de Mackenzie et d'un quatrième en 1954, tous étant choisis par voie d'élection. À compter de 1960, on

cessa de nommer des fonctionnaires fédéraux pour choisir plutôt des membres parmi le grand public et venant, de préférence, d'autres régions que les Territoires. Trois autres membres élus vinrent faire partie du Conseil en 1966 et un résident des Territoires fut nommé au poste permanent de commissaire adjoint en 1967. En 1970, on a encore développé le conseil, qui compte désormais dix membres élus et quatre membres nommés.

La rôle de commissaire a eu une histoire assez diversifiée. En effet, de 1905 à 1918, le commissaire de la Gendarmerie royale du Canada était aussi commissaire des Territoires du Nord-Ouest tandis que de 1918 à 1963, c'est le sous-ministre de l'Intérieur et ses successeurs qui en assumèrent les fonctions. Le premier commissaire permanent a été nommé en 1963 seulement et son lieu de résidence, établi à Yellowknife en 1967.

Traits caractéristiques de l'administration des Territoires du Nord-Ouest

En vertu de la Loi sur les Territoires du Nord-Ouest, le pouvoir exécutif est remis au commissaire, lequel est nommé par le gouvernement fédéral. Selon la loi, le commissaire est comptable au gouverneur en conseil par l'intermédiaire du ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien. Il en peut dépenser les fonds des Territoires sans l'approbation de son conseil et, en pratique, il sollicite les avis de ce même conseil pour les principales décisions à prendre.

Sauf notamment pour les ressources naturelles, l'administration territoriale joue un rôle actif dans la plupart des domaines qui, en d'autres régions du pays, sont de compétence provinciale. Elle remplit aussi de nombreuses fonctions qui sont normalement du ressort des commissions et des conseils

scolaires provinciaux. Près de la moitié de la population des Territoires vit dans des centres constitués en municipalités, comme Yellowknife, Fort Smith, Hay River et Inuvik, mais il existe encore maintes petites localités isolées qui groupent de nombreux Indiens et Esquimaux.

Le conseil législatif est composé de dix représentants élus et de quatre membres nommés, dont le mandat est d'une durée de quatre ans. Tout citoyen reconnu des Territoires, âgé d'au moins 19 ans, peut voter aux élections territoriales et fédérales. Le droit de vote n'a été étendu à l'est de l'Arctique qu'en 1966, lorsque trois nouvelles circonscriptions électorales ont été délimitées dans les Territoires. Les

membres du conseil, qui se réunissent au moins deux fois l'an, travaillent en étroite collaboration avec le commissaire qui préside les séances.

Jusqu'à récemment, l'administration des Territoires du Nord-Ouest dépendait en grande partie de l'administration fédérale pour la prestation des services publics. Jusqu'en 1963, le rôle de commissaire a été rempli par le sous-ministre du ministère du Nord canadien (devenu depuis le ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien), tandis que les services de l'État dans les Territoires ont été assurés par la Direction des régions septentrionales du Ministère. En 1963, un commissaire permanent a été nommé et chargé d'améliorer l'administration territoriale. En

septembre 1967, le commissaire et son personnel, installés provisoirement à Ottawa, vinrent ouvrir leurs bureaux à Yellowknife, choisi comme siège du gouvernement des Territoires. À ce moment-là, le gouvernement manifesta son intention de transférer le plus tôt possible à l'administration territoriale, ses responsabilités touchant l'éducation, le bien-être social, les affaires municipales et les autres services administratifs d'importance locale. Cette transmission de pouvoirs est chose faite dans le district de Mackenzie depuis le 1^{er} avril 1969 ainsi que dans l'Est de l'Arctique (districts de Keewatin et de Franklin) depuis le 1^{er} avril 1970.

**Tableau IV :
Recettes et dépenses des
Territoires du Nord-Ouest,
en 1971-1972 (Estimations)**

Dépenses		
Exploitation et entretien		\$72,801,800
Frais d'établissement		19,399,100
Total		\$92,200,900
Recettes, dont sommes recouvrées		
Recettes		\$ 7,417,400
Sommes recouvrées		8,270,400
Subventions		
Subventions d'exploitation (du gouvernement fédéral)	\$48,864,000	
Subventions (du gouvernement fédéral)	\$ 3,194,000	
Autres	\$ 5,757,400	
Total des subventions	\$57,815,400	\$57,815,400
Prêts (du ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien)		
Prêts pour investissements	\$16,381,000	
Autres	\$ 2,403,000	
Total des prêts	\$18,784,000	\$18,784,000
Total des recettes, dont sommes recouvrées, subventions et prêts		\$92,287,200

Tableau V :
Valeur de la production minière
dans les Territoires du Nord-Ouest
(en milliers de dollars) de 1966 à 1971

Année	Or	Argent	Plomb	Zinc	Autres minéraux	Total
1966	15,990	2,325	31,473	57,128	3,431	110,357
1967	14,356	3,430	35,666	60,853	3,090	117,395
1968	13,286	8,677	33,637	57,504	1,607	114,711
1969	12,381	3,911	32,299	68,275	1,319	118,185
1970	12,169	5,115	37,842	76,005	1,507	132,638
1971*	10,814	2,669	22,514	61,950	185	98,132

*Chiffres provisoires.

Background
Information on
the Northwest
Territories

Northwest Territories

E78
.N79
N68
1972
C. 1

**Northwest Territories : background information
booklet = Territoires du Nord-Ouest : documentation
sur les Territoires du Nord-Ouest**

Ottawa. : Indian and Northern Affairs, 1972. 9 p.

Claims and Historical Research Centre : V.10

Area and Population:

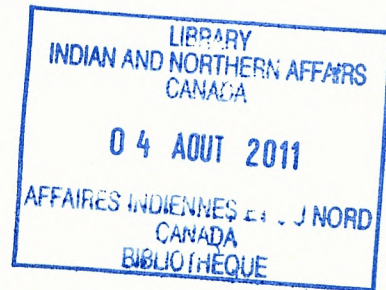
E78.N77 N08 1978 C1

(CHR#
V-10)

Canada's northern territories cover an area of 1,511,979 square miles. The Northwest Territories extends over an area of 1,304,903 square miles, which is greater than the combined area of Quebec, Ontario, Manitoba, and Saskatchewan. The N.W.T. represents almost 35 per cent of the total area of Canada, and its population of approximately 34,800 represents less than 1/5 of one per cent of the total Canadian population. The Northwest Territories has a population density of three persons per 100 square miles compared with 925 persons per 100 square miles for the Canadian provinces.

The Indian and Eskimo population, an important part of the total population in the North, is especially significant in the Northwest Territories. Where throughout Canada, Indians and Eskimos make up only about one per cent of the total population, in the Northwest Territories the majority of the population is either Eskimo (about 31.6%), or Indian (about 18.4%). Moreover, of the remaining portion of the population, just less than 50 per cent, close to one-fifth are Metis, living under the same social and economic conditions as the Indian people.

Tables I, II, and III illustrate these facts.



Population and Area Statistics- N.W.T.

**Table I:
Comparative Areas and Population**

Province or Territory	Area	Percentage	Population (1971)	Percentage
Northwest Territories	1,304,903	33.9%	34,807	0.17%
Franklin	549,253	14.3%	*	*
Keewatin	228,160	5.9%	*	*
Mackenzie	527,490	13.7%	*	*
Quebec	594,860	15.4%	6,027,764	27.6%
Ontario	412,582	10.7%	7,703,106	36.0%
British Columbia	366,255	9.5%	2,184,621	10.1%
Alberta	255,285	6.6%	1,627,874	7.5%
Saskatchewan	251,700	6.5%	926,242	4.3%
Manitoba	251,000	6.5%	988,247	4.6%
Yukon Territory	207,076	5.4%	18,388	0.08%
Newfoundland	156,185	4.1%	522,104	2.4%
New Brunswick	28,354	0.7%	634,557	2.9%
Nova Scotia	21,425	0.6%	788,960	3.5%
Prince Edward Island	2,184	0.1%	111,641	0.5%
Canada	3,851,809	100.0%	21,568,311	100.0%

*Not available

The main concentration of population in the Territories in 1971 was centred in communities such as Yellowknife (5,867), Inuvik (2,672), Hay River (2,420), Fort Smith (2,372), and Frobisher Bay (2,000). There are many widely scattered small communities, however, and while a road system exists around the Great Slave Lake area, most communities are served only by air, sea, or river.

**Table II:
Population Growth in the
N.W.T., 1931-1971**

Census Year	Northwest Territories
1931	9,316
1941	12,028
1951	16,004
1961	22,998
1966	28,738
1971	34,807

**Table III:
Distribution of Population
of the N.W.T. by Ethnic Groups (Estimated)**

	1966	1967	1968	1969	1971
Indians	6,274 (22%)	5,763 (20%)	5,972 (19%)	6,000 (19%)	6,400 (18.4%)
Eskimos	9,792 (34%)	10,278 (35%)	10,500 (34%)	10,500 (34%)	11,000 (31.6%)
Others	12,672 (44%)	12,959 (45%)	14,528 (47%)	15,500 (48%)	17,400 (50.0%)
Total	28,738	29,000	31,000	32,000	34,800

Natural Resources

Geological surveys conducted to date indicate that Canada's northern territories are potentially rich in mineral deposits, oil and gas. For example, of the 1.7 million square miles of Precambrian rock in Canada, 710,000 square miles lie within the Northwest Territories, and the mineral wealth of the Precambrian Shield in the northern parts of Quebec, Ontario, and Manitoba has been amply demonstrated. Already the value of mining production in the North is of some importance; mining production in the Northwest Territories jumped from \$17 million in 1964 to \$98 million in 1971.

The Northwest Territories also has an estimated 930,633 cubic

miles of potential oil-bearing sediments as compared with the 341,715 cubic miles which have brought wealth to the Province of Alberta. The recent discovery of massive oil reserves at Prudhoe Bay in Alaska gives good reason to believe that similar large reserves of oil and gas will be found in the Territories, perhaps in the adjacent Mackenzie Delta or in the Arctic Islands. A major oil rush has developed in the North since the Prudhoe Bay discovery. In 1971, oil companies spent \$167 million looking for oil and gas in the Northwest Territories and the Yukon.

The Northwest Territories has other natural resources. For example, the N.W.T. has almost 18 per cent of the estimated total flow of fresh water in Canada, which is increasingly being recognized as a major natural resource and there are substantial undeveloped hydro power resources. There are valuable stands of timber, in the Mackenzie District, as well as substantial inland commercial fisheries, and other fisheries capable of development.

In drawing attention to this great resource potential, it should be noted that the present economic base of the N.W.T. is limited in its

density. Agriculture is an economically marginal activity because of climate and soil conditions, and a large scale manufacturing industry appears unlikely to develop in the foreseeable future. Tourism, big game hunting and sport fishing are expanding, particularly in the western Arctic.

To a large extent the future of the N.W.T., therefore, is the future of the development of its natural resources; its minerals, oil, forests, water, land, fish and game. While this resource potential has as yet hardly been touched, as demand increases in Canada and throughout the world, and as technological advances make it possible to open new mines and to transport their products more economically, the

North will inevitably be called upon to supply natural resources in increasing volume.

The natural resources of the N.W.T., except game, are under the jurisdiction and control of the Government of Canada which, with the Territorial Government, has formulated policies and programs designed to attract the considerable capital required for development. To help overcome the high costs and risks involved in investing north of the 60th parallel, the Federal Government has developed over the years a broad program of incentives to assist private investors, including assistance towards the building of roads and airports,

assistance towards mineral exploration, assistance for individual prospectors, and assistance for townsite development. One of the world's richest iron ore deposits is located on Baffin Island and interesting copper and base metal developments in the N.W.T. are being actively investigated.

In addition, the Federal Government itself is actively and directly involved in northern development through the Northern Canada Power Commission, which provides electricity to the Territories, and through the Northern Transportation Company Ltd., which is the major carrier on the 4,000-mile Mackenzie River system. The Government of Canada is also involved in an oil exploration program

in the Arctic Islands, undertaken by Panarctic Oils Limited, a consortium of leading Canadian oil and mining companies in which the Federal Government has a 45 per cent interest. By 1971, the Federal Government had put \$34.2 million into Panarctic, while the 20 other partners in the consortium had contributed \$41.8 million. The Department of Indian Affairs and Northern Development among its many other activities in the N.W.T. in direct support of its resource and economic development program, has also built and is continuing to extend a network of main highways.

To bring the natural resources of

the N.W.T. into production will require an increasing level of investment, from both the private and public sectors.

Between 1965 and 1969 the Federal Government has spent some \$81 million in the Northwest Territories to assist in resource development, while direct revenues over this period were \$18 million.

The Territorial Government has a direct responsibility for those resources which have a direct bearing on the daily lives of individual northerners. In addition to game, this includes lands surrounding communities and settlements which are now being transferred to the control of the Commissioner.

Constitutional Development

The early history of government in the Northwest Territories is one with that of the Prairie Provinces. Canada acquired Rupert's Land and the Northwest Territory shortly after Confederation. First provision for the administration of the area was made in the Temporary Government Act of 1869. This Act applied not only to most of what we now know as the Yukon and Northwest Territories, but to an area including as well the present provinces of Manitoba, Saskatchewan and Alberta and northern parts of the provinces of Ontario and Quebec.

The era 1869-1912 was one of western expansion, population growth, birth of new provinces and the extension of provincial boundaries. Progressively, following periods of rapid growth of population and economic activity in their respective areas, the provinces of

Manitoba (1870), Saskatchewan (1905) and Alberta (1905) appeared. In 1898 the Yukon was established and in 1912 the extent of the remaining Northwest Territories was further reduced when Manitoba, Ontario, Quebec were extended to their present northern boundaries.

When Saskatchewan and Alberta became provinces, government of the residual Northwest Territories reverted to the form that existed prior to 1870, where an appointed Commissioner had control over all phases of government. Elected representation completely disappeared. Legislation in 1905 provided for a Council of four appointed members, but no appointments were made for 16 years. A Commissioner was appointed with all the powers previously enjoyed by the Lieutenant-Governor, the Executive and the

Legislature Assembly of the Northwest Territories. In 1921, the Council provided by the Act of 1905 was finally appointed, with two additional members, to give a total of six councillors. From 1922 to 1930 only 11 ordinances or less were passed and in some years the Council did not meet at all. Until 1946, it was composed entirely of senior Federal Government officials.

The post-war years brought increased prosperity and a population growth that, while still very modest, was rapid in comparison with the previous period. This brought, in turn, increased demands for greater representation in government. In 1946, the first territorial resident was appointed to Council. In 1951, three elected members were added for the Mackenzie District and a fourth in 1954. After 1960, the

practice of appointing federal officials to the Council ceased and members of the public were appointed instead, generally from outside the Territories. Three more elected members were added in 1966, and in 1967 a territorial resident was appointed to the full-time post of Deputy Commissioner. In 1970, the Council was enlarged to ten elected and four appointed representatives.

The office of the Commissioner has had a varied history. From 1905 to 1918, the Commissioner of the Royal Northwest Mounted Police was also Commissioner of the Northwest Territories. From 1918 to 1963, the Deputy Minister of the Department of the Interior and its successors held the position. The first full-time Commissioner was appointed in 1963, and the Commissioner's residence was established in Yellowknife in 1967.

Main Features of the Northwest Territories Government

Under the Northwest Territories Act, the executive authority is placed in the Commissioner, who is appointed by the Federal Government. In law he is responsible to the Governor in Council through the Minister of Indian Affairs and Northern Development. He cannot spend territorial funds without the approval of Council and in practice he seeks Council's advice on major policy matters.

With the principal exception of natural resources, the Territorial Government plays an active role in most fields of endeavour for which the Canadian provinces are responsible. The Territorial Government also undertakes many functions which in the provinces are normally the concern of local school boards and councils. Close to 50 per cent of the population of the territories

now resides in incorporated municipalities such as Yellowknife, Fort Smith, Hay River and Inuvik, but there are still a comparatively large number of small isolated communities with mainly Indian and Eskimo residents.

The Legislative Council consists of ten elected and four appointed members. Both elected and appointed members serve for a term of four years. All qualified residents of the Territories, 19 years and older may vote in territorial elections although it is only since 1966, when three new territorial electoral districts were formed, that the franchise was extended to the Eastern Arctic. The Council meets at least

twice a year and there is a close working relationship with the Commissioner who presides over Council in session.

The Government of the Northwest Territories, until recently, has been largely dependent upon the Federal Government for staff to operate its public services. Until 1963, the Deputy Minister of Northern Affairs (now the Department of Indian Affairs and Northern Development) was the Commissioner, and the Northern Administration Branch of the Department was devoted to operating most government services in the Territories. In 1963, a full-time Commissioner, located initially in Ottawa, was appointed and charged with developing a territorial administration. In September, 1967, following the designation of

Yellowknife as the seat of government in the Territories, the Commissioner and his staff moved to take up residence there. At that time, the Government announced plans for the transfer from Federal to Territorial control of the operational responsibility for the existing government services including education, welfare, municipal affairs and other administrative services of local importance, as quickly as the new Territorial Administration could assume these responsibilities. This transfer of responsibilities was completed in the Mackenzie District on April 1, 1969, and extended to the Eastern Arctic (Keewatin and Franklin Districts) on April 1, 1970.

**Table IV:
Expenditures and Revenues –
Government of the Northwest Territories 1971– 72 (Estimated)**

Expenditures		
Operation and Maintenance		\$72,801,800
Capital		\$19,399,100
Total Expenditures		\$92,200,900
Revenues and Recoveries		
Revenues		\$ 7,417,400
Recoveries		\$ 8,270,400
Grants		
Operating Grant (From Federal Government)	\$48,864,000	
Amortization Grant (From Federal Government)	\$ 3,194,000	
Other Grants	\$ 5,757,400	
Total Grants	\$57,815,400	\$57,815,400
Loans (From Indian Affairs and Northern Development)		
Project Capital Loan	\$16,381,000	
Other Loans	\$ 2,403,000	
Total Loans	\$18,784,000	\$18,784,000
Total Revenues, Recoveries, Grants, Loans		\$92,287,200

Table V :
Northwest Territories
Mineral Production Chart – 1966 to 1971
(Production Value in \$000s)

Year	Gold	Silver	Lead	Zinc	Other Minerals	Total
1966	15,990	2,325	31,473	57,128	3,431	110,357
1967	14,356	3,430	35,666	60,853	3,090	117,395
1968	13,286	8,677	33,637	57,504	1,607	114,711
1969	12,381	3,911	32,299	68,275	1,319	118,185
1970	12,169	5,115	37,842	76,005	1,507	132,638
1971*	10,814	2,669	22,514	61,950	185	98,132

*Preliminary figures.